

C'est toute la société ukrainienne qui manifeste à Kiev

Par
**ALEXANDRA
GOUJON**
Maître de
conférence
à l'université
de Bourgogne

Le mouvement Euromaïdan (lire aussi page 8) est né de la mobilisation à Kiev, dans la capitale ukrainienne, d'étudiants et de jeunes de la classe moyenne pour protester contre la suspension par les autorités politiques du pays de la signature d'un accord d'association et de libre-échange avec l'Union européenne. Cet accord représente pour ces Ukrainiens, dont une grande partie voyage en Europe, la volonté de vivre dans un Etat de type européen dont le fonctionnement s'appuie sur l'Etat de droit, l'indépendance de la justice, la liberté d'entreprendre, la déontologie des hommes politiques. Les citoyens ukrainiens militent aussi pour la liberté de circulation sur le territoire européen et pour éviter l'édification d'un nouveau rideau de fer dont leur pays serait le

Ils préfèrent l'UE à la Russie qui se moque des droits de l'homme et de la démocratie et qui se comporte de manière coloniale à l'égard de l'Ukraine.

point d'entrée. Pour ce faire, il y a ceux qui souhaitent que l'Ukraine devienne un Etat-membre de l'UE le plus rapidement possible, mais il y a ceux qui considèrent que l'Ukraine n'est pas prête, que l'intégration ne peut

être que progressive et qu'elle n'est pas nécessairement synonyme d'adhésion.

Economiquement, les leaders civiques et politiques de l'opposition au régime du président Ianoukovitch ne se font pas d'illusion sur les coûts d'un rapprochement avec l'UE; ils savent que la mise aux normes des produits, la concurrence sur le marché agricole et les réformes structurelles dans l'industrie coûteront chères à la population ukrainienne. Mais c'est le prix à payer pour assurer une transformation du système politique et socio-économique à long terme et pour se détacher d'une dépendance à l'égard de la Russie, dont les relations avec l'Ukraine ne semblent s'appuyer sur aucun autre principe que les profits financiers et le rapport de force géopolitique avec les pays occidentaux.

Les manifestants de l'Euromaïdan se battent aujourd'hui pour la liberté politique et l'indépendance de l'Ukraine comme en 1991 et en 2004. Mais ils comprennent que dans un monde globalisé ils doivent choisir des partenaires; ils préfèrent l'UE à la Russie, parce que la Russie se moque des droits de l'homme et de la démocratie, mais aussi parce qu'elle se comporte de manière coloniale à l'égard de l'Ukraine en utilisant le chantage énergétique et commercial pour la garder dans son giron.

La conditionnalité politique imposée par l'UE est séduisante mais les Ukrainiens en sont régulièrement déçus. Les manifestants regrettent le manque de fermeté des dirigeants européens à l'égard des autorités ukrainiennes. Ils ne comprennent pas comment l'UE peut encore discuter avec un Président qui utilise la violence arbitraire contre les protestataires. Ils connaissent donc et expérimentent les limites de l'action de l'UE mais n'en restent pas moins convaincus que le rapprochement avec elle est préférable à celui avec la Russie.

Les manifestants de l'Euromaïdan inscrivent leur soulèvement dans l'histoire politique européenne. A la volonté de rapprochement avec l'UE s'est rapidement rajoutée la nécessité de se protéger des actions violentes menées au départ par les forces de l'ordre qui ont été rejointes par des groupes de provocateurs pro-gouvernementaux, appelés *titushkis*, qui s'en prennent physiquement et arbitrairement aux manifestants et aux journalistes. La défense de Maïdan [place centrale de Kiev, ndlr] comme lieu de protestation est donc de-

venue progressivement une des activités centrales du mouvement entraînant l'édification et la consolidation de barricades, le port du casque et autres équipements vestimentaires pouvant servir de protection, la confection d'armes artisanales. L'ambiance insurrectionnelle à Kiev rappelle des temps anciens en Europe. Les manifestants peuvent se référer à la Commune de Paris, dont les accents politiques sont bien différents mais dont l'esprit de résistance et d'auto-gestion est similaire. Ceux qui vivent à Maïdan et la protègent sont rejoints, le soir et le week-end, par des centaines ou des dizaines de milliers de protestataires qui viennent prendre les dernières nouvelles du jour et écouter les leaders de l'opposition qu'ils peuvent parfois siffler pour montrer leur désaccord. Maïdan est donc aussi devenue une agora où règne la liberté de parole et où des décisions se prennent parfois à main levée.

Bien qu'aujourd'hui le combat se situe au niveau du respect des droits de l'homme, de l'abandon des

méthodes criminelles dans la gestion des rivalités politiques, ce qui se joue à Kiev, c'est la condamnation du système politico-oligarchique, mis en place au milieu des années 90, qui conduit à la mainmise par les oligarques et leurs alliés politiques sur les bénéfices des secteurs les plus lucratifs de l'économie ukrainienne. Se discutent ainsi sur le campement de Maïdan la fraude fiscale, la redistribution des richesses, les licenciements, les retraites mais aussi le financement de la santé et de l'éducation, la préservation du patrimoine culturel, la question des énergies alternatives, tout autant de sujets qui font partie de l'agenda de l'UE et de ses Etats-membres. Euromaïdan, avec ses extrémistes, ses leaders d'opinion, ses manifestants passifs, ses permanents, ses députés d'opposition, ses sympathisants, à Kiev et dans les régions, nous montre comment la société ukrainienne souhaite revendiquer son européanité.

Auteur de «Révolutions politiques et identitaires en Ukraine et en Biélorussie», Belin, 2009.

Notre responsabilité d'Européens

Par **THOMAS BRISSON**
et **ALEXIS PROKOPIEV**
Collectif Point d'aencrage (1)

C'était un 30 novembre, il y a quelques semaines. La police ukrainienne dispersait violemment les milliers de manifestants pacifiques venus sur le Maïdan – la place de l'Indépendance dans le centre-ville de Kiev – pour contester la décision du président Ianoukovitch de tourner le dos à l'Europe. Ce virage – soudain et inattendu – et le tournant autoritaire qui a suivi signifiaient sans doute pour la plupart d'entre eux la fin d'un rêve, celui d'un Etat de droit, d'une démocratie digne de ce nom et d'un avenir européen.

Depuis, la situation a changé. Les lois liberticides, adoptées le 16 janvier puis abolies le 28, ont conduit à la radicalisation et à la violence entraînant la mort de cinq manifestants. Dans plusieurs régions le pouvoir local a été pris par l'opposition. Face à cette crise l'Union européenne tarde à parler d'une seule voix et a tendance à sous-traiter la politique de voisinage aux pays limitrophes.

Pour comprendre la situation en Ukraine aujourd'hui, il faut revenir à la révolution orange de 2004. A cette époque des milliers de manifestants pacifiques ont obtenu la tenue d'élections libres et démocratiques, qui ont conduit à l'élection d'une majorité modérée et résolument tournée vers l'Europe. Dès 2005, l'une des importantes mesures prises par la «majorité

orange» a été l'abolition des visas pour des séjours de courte durée des citoyens de l'UE. Une mesure symbolique mais très importante: l'Ukraine a ainsi ouvert ses bras et ses frontières à l'Europe. En échange, les dirigeants et citoyens ukrainiens attendaient un geste de l'UE. Un signe de bienvenue, d'ouverture et de simplification pour améliorer les échanges diplomatiques, économiques et humains. Ce signe ne viendra jamais et c'est là une importante erreur politique de l'Union. En tournant le dos à l'Ukraine qui se relevait, l'Europe a ouvert la voie au retour rapide de Ianoukovitch et des siens au pouvoir.

Comment ne pas répéter cette erreur aujourd'hui? L'UE doit impérativement introduire plus de souplesse et d'ouverture dans les mécanismes de coopération et dans sa politique de voisinage. Des étapes intermédiaires peuvent être introduites entre une coopération renforcée et le processus d'adhésion, notamment pour faciliter la mobilité des citoyens.

En revanche, elle ne doit plus hésiter à être ferme quand les règles de la coopération ne sont pas respectées par les pouvoirs en place.

Les outils existent, il s'agit donc de mettre en place un «langage de vérité» européen qui permettra d'agir avec détermination contre les privations de libertés en Ukraine, au Bélarus, en Russie, en Turquie ou ailleurs. Pour lutter contre la corruption, l'UE peut disposer aussi d'un outil efficace: les lois du type «liste Magnitski».

Adoptée par les Etats-Unis et plusieurs fois discutée dans les résolutions au Parlement européen, une telle loi permettrait à l'UE d'interdire l'entrée de son territoire des personnes liées à la corruption et aux violations des droits humains et de geler leurs comptes bancaires et leurs biens immobiliers.

L'Europe ouvrirait alors ses portes aux citoyens des pays voisins tout en les fermant aux éléments corrompus et redorerait quelque peu l'image de l'Union auprès de ses propres citoyens.

La crise ukrainienne montre qu'au-delà de nos frontières l'Europe incarne un espoir. Un espoir de paix, de liberté et d'Etat de droit, une garantie de non-retour vers les ténèbres des totalitarismes. Aujourd'hui, les Européens et l'Union Européenne doivent prendre conscience de cette responsabilité, et ne pas décevoir ces espoirs.

(1) Point d'aencrage est un espace de réflexion soutenant la majorité présidentielle, rassemblant des femmes et des hommes qui entendent contribuer au pluralisme de la pensée progressiste et à la diversité des idées animant le champ politique (www.pointdaencrage.org).

Précision

Suite à la publication de sa tribune «Artistes, Rock the Eurovote» dans «Libération» du 31 janvier, Philippe Cayla nous demande de préciser qu'il n'est pas président d'Euronews, mais d'Euronews Development, et que sa tribune était écrite au nom de l'association Européens sans frontières.